

le monde 17 septembre 1977

## L'éventualité d'un coup d'Etat pro-américain à Addis-Abeba est réelle

nous déclare M. Neguede Gobezié, dirigeant du mouvement socialiste panéthiopien

Le 28 août, le parti Meisone (mouvement socialiste panéthiopien), qui apportait au régime militaire un « soutien critique » et fut, en 1975 et 1976, à l'origine des principales mesures révolutionnaires en Ethiopie, a rompu avec le pouvoir. Retournant à la clandestinité, il a choisi l'« opposition révolutionnaire ». Si certains de ses dirigeants paraissent avoir été arrêtés ces derniers jours, l'un d'eux, M. Neguede Gobezié, qui fut l'un des principaux dirigeants du « bureau politique », a réussi à quitter l'Ethiopie. C'est la première fois qu'un responsable du parti Meisone s'explique publiquement et à visage découvert sur la crise éthiopienne.

● Pourquoi avez-vous rompu brusquement avec le régime militaire ?

— Le mouvement socialiste panéthiopien (Meisone) est une organisation marxiste-léniniste. Comme l'indique notre programme, pour faire avancer la révolution, Meisone utilisera les différentes formes de luttes — clandestine et ouverte, légale et illégale, pacifique et violente — et appliquera des tactiques différentes selon les circonstances. Sous le régime de Haïlé Selassié, notre lutte était totalement clandestine. Avec la prise du pouvoir par les militaires, nous avons pu mener une lutte semi-légale et semi-clandestine. Aujourd'hui, la situation a de nouveau changé. Pour faire avancer la révolution, Meisone est de nouveau passé dans la clandestinité.

» Quand nous menions une lutte semi-clandestine, on nous accusait parfois d'opportunisme et de soif du pouvoir. D'autres pensaient que nous faisons de « l'entrisme ». En fait, notre « soutien critique » était une alliance tactique.

» En ce qui concerne notre « collaboration » avec le Derg, il faut rappeler un certain nombre de points : premièrement, nous avons expliqué dès le début que le Derg de par sa nature de classe ne pouvait mener la révolution à son terme et que les masses ne devaient nourrir aucune illusion à cet égard. Deuxièmement, avant notre « collaboration », nous avons demandé que soit rendue publique la plate-forme d'accord entre les révolutionnaires et le Derg. C'est ainsi que le régime militaire a été amené à proclamer le Programme de révolution nationale démocratique en avril 1976. Nous avons expliqué à maintes reprises que le respect de cette

plate-forme constituait la base de notre collaboration.

» Troisièmement, durant la période où nous « collaborions » avec le Derg, nous avons poursuivi parallèlement nos préparatifs visant à renforcer notre appareil clandestin en vue d'une rupture inévitable. Depuis quelques mois, le Derg cherche à freiner le processus révolutionnaire pour « stabiliser la situation ». Les points sur lesquels nous étions parvenus à un accord : la proclamation des libertés démocratiques, la garantie de l'égalité des nationalités, la lutte contre la bureaucratie, le développement des organisations de masses, le respect du droit à la création de partis politiques... bref, les principaux points de notre plate-forme commune sont, depuis mars, remis en cause par le régime militaire. Le Derg a tendance à se rapprocher des forces réactionnaires. Par conséquent, la situation est mûre pour une contre-révolution. Aussi, pour poursuivre dans les meilleures conditions la lutte pour la démocratie et le socialisme, Meisone a décidé de passer dans la clandestinité. La lutte continue.

● Sur le fond, et au sujet de l'Erythrée et de l'Ogaden, partagez-vous les thèses du pouvoir sur l'intégrité territoriale ?

— Notre programme reconnaît le droit à l'autodétermination des nationalités d'Ethiopie, y compris le droit à la séparation. De plus, notre organisation lutte pour l'édification d'une Ethiopie démocratique où l'unité des nationalistes devra être fondée sur leur libre volonté de vivre ensemble dans l'égalité la plus complète.

» Cela étant, à l'heure actuelle, la question de l'intégrité territoriale de notre pays est intimement liée à celle de la révolution d'une façon générale. Pour la question de l'Erythrée, le Derg semble avoir opté pour une solution avant tout militaire tandis que nous pensons que la question devrait être résolue par des négociations pacifiques avec les forces progressistes en Erythrée. Une agitation systématique doit être entreprise pour permettre aux peuples opprimés de s'organiser et de participer à la révolution. Ceci ne veut pas dire que nous sommes pour la séparation de l'Erythrée dans l'état actuel des choses. Il ne faut pas considérer la question de l'Erythrée en soi, mais il faut la replacer dans le contexte plus général de l'Ethiopie et de la région.

» Il suffit de voir que, sous l'ancien régime, toutes les forces réactionnaires s'opposaient à la sécession de l'Erythrée tandis que nous soutenions cette lutte parce qu'elle contribuait à l'affaiblissement du régime d'Haïlé Selassié et, par conséquent, renforçait le

camp révolutionnaire. Telle était la position des forces progressistes à l'échelle internationale. Aujourd'hui, cette situation a changé. Même l'ex-prince héritier soutient l'indépendance de l'Erythrée. Cela montre clairement le changement dans l'alignement des forces. L'aide qu'apportent les régimes réactionnaires arabes aux fronts érythréens révèle que ce changement s'est opéré aussi à l'échelle internationale. Dans ces conditions, aujourd'hui, notre organisation est contre la séparation de l'Erythrée

» En ce qui concerne l'Ogaden, nous nous opposons à l'invasion somalienne. La thèse qui tend à faire croire qu'il s'agit là d'une lutte de libération nationale est dénuée de tout fondement. Nous n'avons jamais vu jusqu'aujourd'hui un mouvement de libération disposant de chars et d'avions.

● On vous dit plutôt hostiles à l'engagement des Soviétiques et de leurs alliés aux côtés de l'Ethiopie. Pourquoi ?

— A l'heure actuelle, la révolution éthiopienne doit faire face à de très puissants ennemis intérieurs et extérieurs. Aussi a-t-elle besoin du soutien de toutes les forces progressistes. On dit que Meisone s'oppose à l'engagement des Soviétiques et de leurs alliés aux côtés de la révolution éthiopienne. C'est faux. Nous acceptons et apprécions toute aide qui vise à faire avancer notre révolution. Cependant, nous mettons l'accent sur le fait que, pour faire avancer la révolution, les peuples d'Ethiopie doivent, avant tout, compter sur leurs propres forces. L'aide extérieure ne peut être qu'un facteur secondaire.

● Pour ne citer que les principaux, il y a désormais trois mouvements clandestins qui luttent contre les militaires : le vôtre, l'Edu (Union démocratique éthiopienne) et le P.R.P.E. (parti révolutionnaire du peuple éthiopien). N'y aura-t-il pas fatalement un rapprochement tactique entre certains de ces mouvements ?

— Meisone, jouant un rôle d'avant-garde dans la lutte des peuples d'Ethiopie, œuvre à la mise en application du programme de révolution nationale démocratique d'avril 1976. Cela veut dire que nous luttons contre toutes les forces qui rejettent ce programme, et particulièrement les organisations telles que l'Edu et le P.R.P.E. ainsi que la bureaucratie qui combattent la réforme agraire qui a libéré des millions de paysans pauvres. Il ne saurait être question de nous allier avec ces forces pour combattre le régime militaire.

● On parle beaucoup aujourd'hui de l'éventualité d'un

coup d'Etat pro-américain en Ethiopie. Y croyez-vous ?

— La droite éthiopienne est mieux placée que nous pour répondre à cette question. Ce que nous pouvons dire, c'est qu'aujourd'hui les éléments progressistes au sein du Derg s'affaiblissent tandis que les éléments droitiers sont en train de reprendre des forces. Ainsi on voit que l'impérialisme américain, qui avait perdu tout espoir en février, change de tactique et cherche à se rapprocher de l'Ethiopie. L'éventualité d'un coup d'Etat pro-américain est réelle. Ce coup d'Etat pourrait s'appuyer sur la bureaucratie réactionnaire et les forces qui ont vu leurs privilèges supprimés par les acquis de trois années de lutte. Les progressistes au sein du Derg ne semblent pas avoir réalisé la gravité du danger.

● Pendant la période où vous « collaboriez » avec les militaires, vos adversaires et une bonne partie de l'opinion internationale vous ont accusés d'approuver les massacres et la répression conduite par le Derg.

— Il faut rappeler au moins trois choses à ce sujet. D'abord, les gens qui soulèvent cette question ne réalisent pas l'ampleur de la révolution éthiopienne. Sans exagérer, nous avons vu l'Ethiopie depuis trois ans plonger dans un mouvement qui a en même temps les caractéristiques de la Révolution française de 1789, de 1917 en Russie et de mai 1968. La situation est très complexe et la lutte de classes y prend un aspect très aigu.

» Deuxièmement, lorsqu'on parle de la violence, on ne retient que celle exercée par les forces luttant pour la sauvegarde des acquis de la révolution. La violence contre-révolutionnaire, les assassinats politiques et la terreur blanche sont passés sous silence. Dans le camp révolutionnaire, un nombre incalculable de paysans pauvres, d'ouvriers, de soldats, d'étudiants, de femmes et d'intellectuels sont tombés sous les balles de la réaction. Cette même situation continue. Aussi, avant de nous accuser ainsi que le Derg de répression et de massacres, il faut bien comprendre que l'Ethiopie se trouve dans une situation de guerre civile.

» Le plus important, enfin, est que cette situation est exagérée délibérément afin d'intoxiquer l'opinion internationale. Les « nouvelles » sur les 50 dollars que devraient rembourser les familles des victimes pour payer les balles ayant servi, le nombre incroyables de cadavres qui joncheraient les rues d'Addis-Abeba, etc., toutes ces « nouvelles » ne sont qu'un moyen d'intoxication et rien d'autre.

Propos recueillis par J.-C. GUILLEBAUD.